

# LE SOCIALISTE

## ORGANE CENTRAL DU PARTI OUVRIER

### ABONNEMENTS

3 mois 1 fr. 50, 6 mois 3 fr., un an 6 fr.

10 CENT. le NUMÉRO

### TOUT CE QUI CONCERNE LA RÉDACTION DOIT ÊTRE ADRESSÉ

AU SECRÉTAIRE du CONSEIL NATIONAL

PARIS — 14, AVENUE DE MONTSOURIS, 14 — PARIS

### ADMINISTRATION

98, RUE MONTORGUEIL, 98

PARIS

### Election au Conseil général

du 5 Octobre

CANTON SUD-EST DE CALAIS

CANDIDAT DU PARTI OUVRIER

A. DELCLUZE

### CONGRÈS NATIONAL

DE LILLE

Le Congrès du Parti se tiendra salle de la Table Ronde, rue de la Vieille-Comédie, 25. Il durera deux jours : le samedi 11 et le dimanche 12 octobre, et sera clôturé par une grande réunion publique à l'Hippodrome, le dimanche soir.

A moins que le Congrès n'en décide autrement, les séances privées auront lieu, le samedi, de 10 heures à midi, de 2 heures à 6 et de 9 à 11 ; le dimanche, de 9 heures à midi et de 1 heure à 5.

L'ordre du jour, tel qu'il a été proposé par le Conseil National et tel qu'il a été accepté par le Parti, est ainsi conçu :

*Situation du Parti. — Des modifications à apporter à son fonctionnement intérieur.*

*Du plan de campagne pour 1890-91.*

Le vendredi 10 octobre, à 8 heures et demi du soir, réception des délégués par le Comité central du Parti ouvrier lillois.

Le Conseil national a reçu de la fraction socialiste du Reichstag l'adresse suivante, qu'il est heureux de porter à la connaissance des Fédérations, groupes et membres du Parti :

*La Démocratie-socialiste allemande au Parti ouvrier français.*

Camarades,

Au nom du parti démocrate socialiste allemand, nous vous remercions de votre cordiale adresse du 30 août dernier et des souhaits fraternels que vous nous envoyez pour notre Congrès de Halle.

Nous nous proclamons solidaires avec vous dans la lutte pour l'émancipation du travail, et c'est avec une joie bien vive que nous nous rappelons les jours mémorables de l'année dernière, quand à Paris les représentants du prolétariat de tous les pays ont établi les bases sur lesquelles sera désormais poursuivi le combat international contre les effets meurtriers du présent système social et du mode capitaliste de production.

A l'occasion de votre prochain Congrès national de Lille, nous vous adressons notre salut fraternel et nous sommes convaincus que votre action ne manquera pas de profiter aux travailleurs français.

Plus votre organisation sera solide et invincible, plus votre part sera importante et décisive dans la bataille pour la délivrance de l'humanité, qui est la mission historique de la classe ouvrière.

D'accord avec vous, nous considérons la paix entre les nations comme indispensable à l'accroissement du rôle civilisateur du prolétariat et, comme vous, nous nous sentons fiers de voir les membres du Parti dans tous les pays arborer le drapeau de la fraternité des peuples devant une humanité avide de pain.

Vive la démocratie socialiste française !  
Vive le socialisme international !

Pour le bureau :

E. Bebel, E. Grilleberger, W. Liebknecht  
H. Meister, P. Singer, députés au Reichstag.

Berlin, 25 septembre 1890.

Le Conseil national du Parti ouvrier confie à la solidarité des travailleurs de tous les métiers les femmes et les enfants des tullistes de Calais-Saint-Pierre, acculés à la grève générale par les affameurs du patronat.

C'est contre l'ennemi commun, c'est pour la classe toute entière que luttent et souffrent depuis le 27 septembre 4,000 des nôtres. Placés entre la capitulation et la faim, ils ont choisi la faim pour eux et leur famille.

Aux prolétaires de partout à intervenir avec leurs gros sous et à assurer, avec le pain de ce *siège patronal*, le triomphe des assiégés.

Le *Socialiste* s'inscrit pour 5 francs et transmettra au comité de la grève tous les fonds qui lui seront adressés, 14, avenue de Montsouris.

### LA LIBERTÉ DU TRAVAIL

La liberté du travail a beaucoup fait parler d'elle depuis quelque temps.

C'est au nom de cette liberté, que dans une réunion générale des électeurs du IV<sup>me</sup>, le demi-député qu'est M. Barodet s'est déclaré prêt à combattre la réduction légale de la journée de travail à huit heures.

C'est au nom de cette liberté que Roubaix, Commeny, Bessèges, Molières, Lille ont été, après le 1<sup>er</sup> mai, occupés militairement et que le risque de mourir de faim s'est doublé, pour les grévistes du Nord, de l'Alger et du Gard, du danger d'être passés au fil de l'épée de la plus belle cavalerie que la France ait jamais possédée.

C'est au nom de cette liberté que le Conseil municipal de Calais vient de refuser aux femmes et aux enfants des quatre mille tullistes mis, par la fermeture des *tulleries*, dans l'impossibilité de travailler, les 60,000 francs de pain réclamés par l'élu du Parti ouvrier, notre ami Delcluze.

Tous les crimes de la bourgeoisie — et ce sont tous ses actes, sans exception — ont toujours été perpétrés au nom de la liberté de ceci ou de cela.

Mais puisque c'est derrière la liberté du travail que s'abrite le républicanisme de nos dirigeants pour laisser les plus cosmopolites des fabricants affamer une ville entière, il ne sera pas inutile d'indiquer les conditions dans lesquelles cette liberté, cessant d'être un pavillon à couvrir toutes les servitudes, peut et doit devenir une réalité.

Pour que le travail soit libre, pour qu'il soit loisible à chacun de travailler, ce qu'il faut, de toute nécessité, c'est que l'instrument et la matière du travail soient à la disposition de tous.

Quelle liberté du travail peut-il exister pour des tullistes au nez desquels soixante-sept Huettes et Buttler peuvent, du jour au lendemain, sous la protection de la troupe consignée et des brigades de gendarmerie

appelées des communes voisines, fermer les portes de « leurs » manufactures ?

Quelle liberté du travail peut-il exister pour nos cent et quelques mille mineurs auxquels la mine n'est accessible qu'autant qu'ils consentent à se laisser dépouiller quotidiennement, à la sortie de leur enfer géologique, de 50 % du produit de leur travail (763 fr. 50 sur une moyenne annuelle de 1394 francs, d'après l'enquête officielle de 1865-66) ?

Quelle liberté du travail peut-il exister pour les millions de salariés de tout sexe et de tout âge qui, pour travailler six heures cinquante quatre minutes pour leur compte dans les ateliers *individualisés*, sont condamnés à travailler *gratuitement* cinq heures six minutes pour les propriétaires oisifs de ces ateliers ?

Autant soutenir que les ponts étaient libres lorsque, pour les passer, il fallait acquitter un péage à leur entrée ou à leur sortie.

Autant soutenir que les routes étaient libres, lorsque, dominés par les châteaux-forts d'une noblesse *brigande*, hommes et marchandises ne pouvaient circuler que contre rançon.

Autant soutenir que les écoles étaient libres lorsque, moyens de spéculation et de profit entre les mains de leurs entrepreneurs, elles ne s'ouvraient que moyennant finances, à ceux qui étaient nés avec « une cuillère d'argent dans la bouche » selon l'énergique expression anglaise.

Dans le préambule du fameux édit de Turgot, de 1776, on lit :

« Dieu, en donnant à l'homme des besoins et en lui rendant nécessaire les ressources du travail, a fait du droit de travailler la propriété de tout homme et cette propriété est la première, la plus sacrée, la plus imprescriptible de toutes ».

A la bonne heure, mais pour que ce *droit de travailler* ne soit pas un mensonge, il est indispensable qu'il se double des *moyens de travailler*, c'est-à-dire des forces non humaines et de la matière du travail que la nature — on disait Dieu au siècle passé — a créées pour tous et qui sont aujourd'hui, par le fait d'une société aussi idiote qu'inique, monopolisées, confisquées par quelques uns.

Ce n'est que quand cette confiscation aura pris fin, lorsque, de propriété exclusive et privée qu'ils sont actuellement, les moyens de production (terres, usines, machines, etc.) — en dehors desquels il n'y a pas de travail possible — seront devenus propriété collective ou commune, qu'il y aura et qu'il peut y avoir liberté de travail.

Jusqu'à-là, il n'y aura que la liberté du capital, c'est-à-dire la liberté pour les capitalistes d'exploiter les travailleurs et de les priver de travail, liberté qui, — l'expérience de Calais le prouve — va jusqu'à la condamnation à mort des travailleurs qui n'entendent pas se laisser voler outre mesure.

C'est l'histoire des passants arrêtés la nuit dans une rue déserte au cri de : la bourse ou la vie !

Vous ne vous laissez pas « faire » votre montre et votre porte-monnaie, on vous tue.

Jules Guesde.

### PAS DE POURSUITES

Les justiciers à la Floquet et à la Constans qui — pour des articles de journaux ne relevant que du jury — ont traduit Rochefort devant le Sénat transformé en haute-cour et l'ont monstrueusement fait condamner à la déportation — se refusent, actuellement que le complot boulangiste est établi non plus sur des racontars mais sur des faits, à instruire le nouveau procès qui s'impose.

Pas de poursuites ! clament en chœur les Thévenet d'hier et d'aujourd'hui, soutenus par tous les républicains du gouvernement et de la presse.

Pas de poursuites ? Et pourquoi ?

Parce que les preuves surabondent.

Parce qu'il faudrait frapper — du côté des monarchistes — les de Mackau, les de Breteuil, les de Martimprey, les de Mun, qui, sur l'ordre de leur Roy, ont fourni l'argent — celui de la Cliquot-d'Uzès — sachant qu'il devait servir à la destruction du pouvoir légal.

Parce qu'il faudrait frapper — du côté des bonapartistes — les Thiébaud et les Cassagnac qui n'ont arboré l'œillet rouge que comme un signal pour l'égorgement de « la gueuse », lisez la République.

Parce qu'il faudrait frapper la finance en la personne du sous-Rotschild Hirsch qui s'est fait le banquier — sans reçu — du coup d'Etat avorté.

Parce qu'il faudrait frapper le clergé à travers « Monseigneur l'archevêque de Paris », qui a mis toutes les sacristies et tous les confessionnaux au service de la conjuration et des conjurés.

Et nos dirigeants, qui n'ont pas hésité à piétiner leur propre légalité pour se débarrasser d'un publiciste gênant, sont trop conservateurs de l'ordre bourgeois et de leur situation personnelle pour, en appliquant la loi, « la juste loi » à d'aussi gros personnages, se mettre à dos la réaction sous toutes ses formes, qu'ils « cultivent » — comme Boulanger — et qu'ils inventeraient si elle n'existait pas.

Avant tout, n'est-ce pas, mes bons messieurs, il ne faut pas ébranler les bases de la société en touchant à sa double clé de voûte : la Banque et l'Eglise, et en traitant en ennemis des gens d'ordre, de beaucoup d'ordre et de plus de millions, ayant châteaux et rentes au soleil, lesquels ne diffèrent avec les Carnot, les Freycinet et les Clémenceau que sur la forme de gouvernement qui se prête le mieux à l'asservissement et à l'exploitation de la France prolétarienne.

On peut, lorsque, dans leurs projets de restauration, ils deviennent trop entreprenants, les rappeler à la prudence — sur le papier, leur donner une leçon — sur le dos des autres, comme ces princes d'autrefois qui n'étaient jamais fouaillés que sur le... postérieur de leurs pages ; mais l'impunité personnelle leur est et doit leur rester acquise pour des raisons supérieures d'ordre public.

Il faudrait bien voir ensuite qu'en décapitant d'un coup l'opposition monarchico-cléricale la bourgeoisie républicaine se privât elle-même de son unique moyen de gouvernement, depuis l'effondrement du boulangisme.

A votre aise, messeigneurs. Mais quel enseignement pour la classe ouvrière qui, oubliant que pas plus que les loups les bourgeois ne se mangent entre eux, avait pris au sérieux la bataille pour rire que se livraient ses maîtres, et s'était emballée derrière ceux qui criaient le plus fort : « En avant pour la République ! »

L'hydre réactionnaire est par terre, et lorsqu'il suffirait pour lui trancher ses cent têtes de laisser la justice suivre son cours, on arrête le glaive au passage, et après avoir remis sur pied « l'ennemi irréconciliable », on lui dit : Allez et recommencez !

### AU DRAPEAU !

Le boulangisme était trépassé. Les « coulisses » l'ont du coup réduit en... poudre.

Mais ce n'est pas son frère ennemi, l'opportunisme, qui bénéficiera de cette sur-fin tout ce qu'il y a de moins inodore.

La locomotive des décaisés, comme on a dit

appeler le « boul-boul » de M. Clémenceau, pu embarquer Plomplon à Prongin et Philippe VII à Londres et aiguiller sur un dix-huit brumaire ou une restauration à la Monek sous l'influence des millions de la fille Cliquot, *aliàs* duchesse d'Uzès. En quoi cette conspiration de table d'hôte, ourdie en compagnie de femmes galantes et de rastaquouères de tout les étages, pourrait elle, en se dénonçant elle-même, refaire une virginité ou une popularité à la République bourgeoise, empêcher nos gouvernants depuis vingt ans d'avoir fait banqueroute à la France ouvrière et paysanne ?

Sans qu'il soit besoin d'ailleurs de « coulistiers », nul n'ignore que le syndicat des *repus* sous la raison sociale Constans et C<sup>ie</sup> n'a pas, pour retenir « l'assiette au beurre », employé d'autre armes que le syndicat des *dents longues* pour y mettre la main jusqu'au coude.

Des deux côtés, c'est pour cette « marmite » qu'a toujours constituée la nation travailleuse que l'on se battait, et l'argent, le mensonge, les *brocquantages* avec la réaction monarchique et clérical ont, avec la même impudeur, été appelés à la rescousse.

Tout cela, qui s'étale actuellement au grand jour, n'est pas particulier à telle ou telle fraction de nos politiques; c'est la fin d'un régime, c'est l'*autopsie* d'une classe — de la classe capitaliste — et c'est pourquoi, entre parenthèse, cela sent si mauvais.

Quant à cette succession dans la boue, c'est au profit de la classe ouvrière qu'elle s'ouvre et doit s'ouvrir, c'est au bénéfice des travailleurs qui, de quelques côtés qu'ils aient égaré leurs voix et leurs vœux, sont au dessus de ce déballage d'immondices qui ne sauraient les atteindre.

Les uns, ceux qui ont été à Boulanger, n'ont vu dans le général insurgé qu'un balai pour pousser au ruisseau le fumier opportuniste-radical, un pétard qui devait faire sauter la table gouvernementale et les attablés qui s'y empiffraient à leurs dépens.

Les autres, ceux qui se sont portés au secours des bourgeois au pouvoir, ont cru au péril césarien, et dans les dirigeants à défendre ils n'ont vu que la forme républicaine à sauver.

Et si, de part et d'autre, on a été victime d'une illusion, si on a péché par ignorance, il n'y a pas lieu d'éterniser cette erreur d'un moment, mais au contraire d'en enterrer au plus tôt jusqu'au souvenir.

Et nous sommes d'autant plus à l'aise pour parler de la sorte et pour demander que l'éponge soit définitivement passée sur cette page de notre histoire ouvrière que, seul peut-être, notre Parti ouvrier n'a fourni de dupes ni à la rue de Sèze ni à la rue Cadet, restant inébranlable sur son terrain de classe à Marseille, à Lille, à Calais, à Montluçon, à Commeny, partout où il a engagé la lutte.

Eh bien ! c'est nous qui avons maintenu haut et ferme le drapeau du socialisme révolutionnaire au-dessus de la mêlée des appétits bourgeois dans laquelle le peuple de l'atelier d'était laissé entraîner se divisant contre lui-même au profit de l'ennemi commun, c'est nous qui insistons pour qu'on oublie et pour que de cet *impair* de trois années on ne retienne que la leçon.

Et cette leçon, c'est la nécessité pour les travailleurs de ne compter que sur eux mêmes, sur leur formation en parti politique pour s'affranchir. C'est la nécessité, quoi qu'il arrive, de n'intervenir dans la bataille, électorale ou autre, que sous leurs propres couleurs, à part de tous les partis politiques bourgeois et contre eux.

Que des derniers événements, cette démonstration soit sortie, éclatante comme le soleil, pour notre classe ouvrière, et il n'y aura rien à regretter; et il y a tout à espérer.

Laissons là ceux qui les ont menés à un combat qui n'était pas, qui ne pouvait pas être le leur, que les prolétaires désabusés rallient le programme de leur classe; qu'ils entrent dans leur parti, dans ce Parti ouvrier qui ne demande à personne d'où il vient, mais seulement où il va, qui n'est pas et ne peut pas être, quoiqu'on dise, une chapelle ou une secte puisqu'il est le prolétariat lui-même s'organisant, se disciplinant pour chasser la bourgeoisie du pouvoir politique et du pouvoir économique qu'elle a usurpé au détriment du travail et de la société, — et, forts par ce qu'unis et concients de la tâche qui nous incombe, nous pourrions envisager avec confiance l'avenir que nous préparons ces lavages en public du linge sale de la classe adverse.

C'est pour nous, c'est pour l'émancipation humaine, que travaillent les Mermeix et autres metteurs en scène de la gangrène dirigeante et possédante.

Plus l'ordure coulera à pleins bords et plus vite viendra cette nausée nécessaire qui s'appelle la Révolution.

La vie est fille de la mort. Ce n'est que de la décomposition de l'ordre actuel que peut surgir l'ordre nouveau que le socialisme a pour mission d'instaurer.

J. G.

Les socialistes de Berlin ont fêté le 1<sup>er</sup> octobre leur première victoire sur l'Allemagne capitaliste et impériale : la levée de la loi d'exception.

Hommes, femmes et enfants s'entassaient par milliers dans les sept plus grandes brasseries de la capitale. Chacune de ces réunions populaires a été présidée par un des élus au Reichstag, qui a harangué les assistants. La tribune était surmontée d'un drapeau rouge.

Bebel qui a été accueilli par des vivats frénétiques a montré le socialisme sortant de douze années de persécutions plus vivant que jamais. Il a enterré le petit état de siège, il enterrera les classes dirigeantes et le régime capitaliste qu'elles incarnent.

Et Bebel a ajouté, pour la confusion de ceux qui depuis quelque temps s'étaient avisés de le transformer en « parlementaire » ou en « possibiliste » :

« Ce n'est pas dans le parlement que se livrera la dernière et décisive bataille. Le système parlementaire est éphémère et lié au sort de la bourgeoisie. Si nous nous en servons et si nous devons nous en servir, c'est comme d'un moyen d'agitation, qui, à défaut d'autre résultat, a affirmé la force irrésistible de notre prolétariat.

« Papauté, bourgeoisie, aristocratie ne forment plus qu'une seule masse réactionnaire qu'il nous faut renverser.

« Vive le socialisme international ! Tout le monde sur le pont ! »

Liebknecht et Singer dans les autres réunions n'ont pas tenu un langage moins énergique.

## LE PARTI OUVRIER

EN FRANCE

PARIS

L'agglomération parisienne, dans sa séance plénière du lundi 29 septembre, a arrêté les termes du

tant leurs membres par dizaines de mille; tout en Amérique prend de grandes proportions. La journée de huit heures revint sur l'eau. Les ouvriers de chemins de fer essayèrent de l'imposer; ils se mirent en grève en 1877, et, pendant quelques jours, la circulation ferrée fut paralysée dans presque tout le pays; ils échouèrent après une lutte à main armée à Pittsburg, le point central de la grève; il fallut l'action combinée de la milice locale et des troupes fédérales pour dompter les ouvriers révoltés. Cette grève, bien que perdue, donna une idée de la force ouvrière et imprima une nouvelle impulsion à la propagande socialiste et à l'organisation ouvrière. C'est vers cette époque que commença à faire parler d'elle la fameuse société des *Chevaliers du travail* qui, un instant, joua en Amérique un rôle si important par ses grèves et ses *boycotts* (1) : au Congrès tenu en 1885 à Hamilton, dans l'Ontario, son secrétaire-général déclarait l'existence de 7,041 sections locales, et son trésorier balançait ses comptes par une recette de 256,172 fr. et une dépense de 203,435 fr.

Vers le même temps, commençait dans toutes les nations européennes un mouvement ouvrier et socialiste sous une forme absolument différente de celle qu'avait revêtue l'Internationale.

(1) Le mot *boycott* est d'origine irlandaise; il signifie la mise en interdit d'un industriel qui ne souscrit pas aux conditions d'une société ouvrière : tous les membres s'engagent à ne pas acheter de ses produits. Avant 1789, les ouvriers français appelaient un tel interdit *damner un patron*.

mandat à donner à ses cinq délégués au Congrès national du Parti.

Le projet de règlement général soumis par le Conseil national à l'étude des groupes a été adopté à l'unanimité, avec un amendement au titre III, article premier, ainsi conçu :

Les députés du Parti sont de droit membres du Conseil national, aux séances duquel ils sont tenus d'assister.

### CALAIS

Le *Pacte de famine* est entré en vigueur. Samedi dernier, comme ils l'avaient annoncé, 67 fabricants, les plus grosses maisons, ont fermé leurs ateliers. C'est quatre mille ouvriers et ouvrières sans travail et sans salaire.

Mais parmi les affamés, on est pleins de courage et d'espérance. Dans la nouvelle réunion tenue à l'Elysée et à laquelle ont pris part 2967 tullistes, il n'y a eu qu'une voix pour tenir jusqu'au bout.

Une fois de plus, l'Assemblée générale de l'Union a répondu par un *non* unanime à la demande de levée de l'interdit de la maison Huette et Buttler.

A l'unanimité également il a été décidé qu'aucun ouvrier mis sur le pavé par la coalition patronale ne retournera au métier à moins que le tarif de l'Union n'ait été accepté par l'employeur.

L'*Alliance générale des ouvriers tullistes* qui s'était toujours signalée par son zèle patronal et était ultra d'ailleurs réduite à une quinzaine de meneurs, a été exécutée le 26 septembre en réunion plénière de toutes les chambres syndicales calaisiennes.

La demande d'exclusion qui était déposée par deux syndicats, et qui n'a pas trouvé un seul opposant, était précédée et de considérants qui seront communiqués à la presse et à la Fédération nationale des syndicats et groupes corporatifs ouvriers de France.

Le 30 Septembre le Conseil municipal a dû être réuni d'urgence pour statuer sur la proposition de notre ami Delcluze tendant à ouvrir aux femmes et aux enfants des grévistes-par-force un crédit de 60,000 francs. Bien que les conseillers aient été convoqués à la *muelle*, la partie de la salle réservée au public est trop petite pour contenir la foule.

Delcluze ne vient point demander au Conseil de prendre parti pour l'une ou l'autre des armées en présence; il vient lui demander, au nom de la mission supérieure et, pour ainsi dire familiale, qui lui incombe de venir au secours des victimes qui ne sauraient supporter sans injustice les conséquences d'une situation dont la responsabilité incombe à soixante-dix fabricants parmi lesquels se trouvent des étrangers.

« Les patrons, dit-il, en affamant une partie de notre population ouvrière se sont insurgés contre ce que je pourrais appeler la légalité sociale. Peut être serait-il du devoir au conseil d'intervenir par un vote motivé, je ne le lui demanderai pas. Tout ce que je réclame de lui, c'est un secours pour les victimes au secours desquelles notre premier devoir est de venir,

Nous ne vous demandons pas, je le répète, bien haut, un crédit en faveur de telle ou telle fraction de la population, nous vous prions de secourir des faibles, des femmes, des enfants qui viennent d'être livrés à la misère et à la faim sans avoir rien fait pour le mériter, sans être armés pour s'y soustraire. C'est là un rôle bien fait pour tenter tous les gens de cœur.

Pour moi, Messieurs, votre vote ne saurait faire l'ombre d'un doute. Vous assumeriez d'ailleurs, en repoussant ma proposition, une responsabilité énorme et de telle nature que le poids des événements

L'Internationale, qui fut après la Commune le thème favori de beaucoup d'écrivains plus copieux que sérieux, est encore peu connue; on a méconnu complètement le caractère de son action. Elle n'a jamais été l'organisation positive avec des cadres, des comités directeurs et une riche caisse, que l'on a prétendu. Son existence, si je puis m'exprimer ainsi, a été plus *spirituelle* que *temporelle*.

L'Internationale n'a été et ne pouvait être qu'un semeur d'idées socialistes; ce qui ne l'a pas empêché de prendre à l'occasion une part active dans les grèves européennes. C'est cette existence *idéelle* qui lui a donné sa force incalculable d'apostolat.

Marx, dès son début, arracha l'Internationale des mains de Mazzini, qui en aurait fait une société bourgeoise républicaine, occupée exclusivement à comploter l'assassinat de Napoléon III. Marx en fit une société de propagande socialiste, chargée de l'éducation théorique de la classe ouvrière, se consacrant à lancer en Europe et en Amérique l'idée de solidarité des prolétaires, à donner aux travailleurs le mot d'ordre du Manifeste communiste de 1848 : *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!* à répandre dans les masses la nécessité historique de s'emparer de la direction politique et économique de la société pour transformer la propriété capitaliste en propriété commune; à créer et à développer les organisations socialistes nationales; à les relier entre elles et à les solidariser en une action commune. Cette œuvre spirituelle, l'Internationale l'a accomplie en quelques années, de 1864 à 1872.

graves que je n'ose prévoir, mais qui, demain peut être, peuvent nous accabler, retomberait en grande partie sur nous.

Nous faisons donc appel, mon ami Salembier et moi, à vos sentiments de père de famille en vous demandant de venir au secours des femmes et des enfants qui vont avoir faim. »

A cet appel les Beaurain, Pierru et autres Cuisinier ne répondent que par des insultes, et s'attirent de l'autre élu du Parti, Salembier, la riposte suivante :

« Vous venez de dire que l'on gagne 60 francs chez Houette et Butler, où dans les bonnes semaines on faisait 15 francs. Vous êtes jugé, vous et les signataires — les coupables signataires — de la convention par laquelle les patrons sont venus au secours de cette maison dont l'un des patrons est un étranger. Le voilà, le patriotisme patronal! Le voilà tout entier!

Mais au vote, les bourgeois prennent leur revanche et par 19 voix contre 6 et une abstention, se solidarisant avec les fabricants affameurs, le Conseil repousse les 60,000 francs de pain demandés.

L'indignation publique ne peut alors se contenir en rapprochant ce refus des 60,000 francs votés il n'y a que quelques mois pour faire *gueuletonner* Carnot et sa suite. « Démission! Enlevez-les! Lâches! Faibléards! » c'est au milieu de ces clameurs justicières que le maire Paclot et ses aides se retirent pâles et tremblants.

Ci-gît le Conseil municipal de Calais, qui ne survivra pas à ce scrutin homicide.

### MONTLUÇON

Le Conseil municipal de Montluçon, depuis que le Parti ouvrier y a pénétré, est devenu une véritable école pour la population ouvrière et petits commerçants. Ce qu'on apprend à y connaître les hommes et les choses de la bourgeoisie!

Tantôt c'est le marchandage interdit par le décret-loi de 1848 qui, cyniquement pratiqué par des entrepreneurs membres du conseil, est dénoncé par notre ami Dormoy. Tantôt c'est le jésuitisme du maire député que fait éclater au grand jour le conseiller du parti, en montrant le sieur Dumas laissant violer l'arrêté qu'il lui a fallu prendre contre les processions religieuses sur la voie publique.

Il ne se passe pas de séance que la majorité opportuniste ne se voit mettre le nez dans sa politique anti-ouvrière, faite d'appétits à satisfaire par tous les moyens. L'intrigue, le népotisme et le scandale fleurissent à Phôtel de ville comme au Palais-Bourbon, les dirigeants municipaux ne se trouvant d'accord que contre les travailleurs et leurs élus.

Alors, oui, ils ne forment plus qu'une seule « gueule » contre Dormoy, lequel d'ailleurs n'est, pas embarrassé pour leur river leur clou. — Chaque coup porte et emporte le morceau. Aussi les plus Deboutin hurlent-ils sous ces ripostes vengeresses comme chiens qu'on fouaille.

Il y a quelques jours, c'est une demande de subvention pour l'envoi de délégués des chambres syndicales au Congrès de Calais qui a déchaîné la tempête.

A l'appui Dormoy avait très justement rappelé l'argent des contribuables gaspillé en courses, en musiques etc., « vous dépensez sans compter pour vos amusements, c'est bien le moins que de temps à autre le travail qui s'organise ait sa part de vos largesses. »

Mais ce sont des Congrès politiques, interrompt la mente bourgeoise.

A quoi notre ami réplique que c'est cette politique des Congrès ouvriers qui a forcé la chambre à s'oc-

M. Renan, qui parfois a de la clairvoyance historique, compare quelque part les partis socialistes se passionnant et s'excommuniant mutuellement pour des idées et des théories, aux sectes chrétiennes des premiers siècles, auxquelles le monde allait appartenir. La comparaison est juste en plus d'un point : les Congrès de l'Internationale ressemblent aux conciles de la chrétienté, en voie de formation; on y discute et tranche des questions de doctrine sur le travail, la propriété, l'action politique, etc., qui paraissent oiseuses. Les grands hommes de la bourgeoisie trouvaient superlativement ridicules que les délégués de ces Congrès sanssou, ni mailles, sans notoriété, ni puissance, sans sciences, ni lettres, s'occupassent de la distribution des richesses, de l'instruction technologique et scientifique, de la prise de possession des pouvoirs publics, de la transformation de la propriété. Des hommes d'esprit, mais de courte vue, ont ri et ont fait rire des résolutions de ces Congrès, nettes et tranchantes, sur ces graves questions : elles allaient cependant devenir le *Credo* universel de la classe ouvrière.

Ces résolutions, portées à la connaissance des masses par des milliers de propagandistes inconnus qui les développaient selon leurs lumières, s'emparèrent de l'entendement inculte de l'ouvrier, préparé, par ses misères et sa sujétion au capital, à les accepter comme paroles d'Évangile, ainsi que les esclaves du monde antique accueillaient les prédications des apôtres et des Pères de l'Église.

(A suivre.)

## HISTORIQUE

DE LA

## JOURNÉE DE HUIT HEURES

PAR

PAUL LAFARGUE

I

SUITE

Une classe n'arrive jamais du premier coup à la suprématie sociale : la Bourgeoisie en France avant de triompher définitivement avait également des soulèvements partiels et des prises momentanées du pouvoir.

L'Amérique était donc préparée à recevoir le socialisme que lui apportait les émigrants allemands, fuyant par centaines de mille les lois militaires et les persécutions de Bismarck. Le chancelier de fer, qui fut l'idole de la Bourgeoisie des deux mondes, est sans contredit un des hommes qui ont le plus contribué au développement du mouvement socialiste. Marx avait l'habitude de dire aux impatients du joug de Bismarck : « Il travaille pour nous; nous avons besoin de lui pendant quelques années. »

L'agitation ouvrière repart aux États-Unis avec une intensité extraordinaire; de grandes organisations ouvrières se formèrent, comp-

cuper des questions sociales. Loi sur les délégués mineurs, projet de loi sur le travail des femmes et des enfants, tout cela est le fruit, l'œuvre des syndicats réunis en Congrès et mettant les pouvoirs publics en demeure d'intervenir pour la protection des travailleurs. Est-ce que ce n'est pas également à ces Congrès, à leurs résolutions qui ont fini par s'imposer au gouvernement lui-même, que le député Dumas doit de faire partie de la Commission d'enquête sur la « criminelle » catastrophe de Si-Etienne.

Cette façon de qualifier comme elle le mérite la conduite des Compagnies minières qui tuent bon an mal an en France un millier d'ouvriers du fond, a fait bondir toute la bande qui vomit contre Dormoy tout son répertoire d'insanités, « Bonapartiste ! Boulangiste ! Anarchiste ! »

Mais notre ami sans s'émouvoir de riposter : « Beuglez, messieurs, tant qu'il vous plaira. » Aux prochaines élections la population toute entière saura faire la différence entre ses véritables défenseurs et des pantins comme vous ! »

D'où, redoublement de fureur, rappel à l'ordre, avec inscription au procès-verbal, et enfin Monsieur le maire : « M. Dormoy, je vous retire la parole. » = « Trop tard, M. le président, j'ai fini ! »

Dans sa dernière réunion générale, l'Agglomération de Montluçon-Est a procédé à la nomination de ses délégués au Congrès de Lille. Ils sont au nombre de trois : Thivrier, Mazuel et Bougerolle Benoist.

## ROANNE

C'est le 19 octobre qu'auront lieu les élections municipales complémentaires. Des neuf conseillers qu'il s'agit de remplacer, quatre étaient socialistes, et cinq radicaux. Et l'on aura à faire face à une liste opportuniste.

Le Conseil local du Parti ouvrier a réuni, dimanche dernier, tous les militants, et à l'unanimité, il a été décidé d'engager la lutte; et à une grande majorité, on s'est prononcé pour combattre seul au premier tour, quitte, au second, à se coaliser avec les radicaux, pour écraser l'opportunisme.

Les socialistes roannais sont ainsi restés fidèles à la tactique et à la tradition du Parti ouvrier, qui cesserait d'exister s'il se confondait avec la partie, même la plus avancée, des républicains bourgeois.

Nul doute que la masse des travailleurs, ratifiant cette décision, appuie de leurs votes les candidats de leur classe. Ce n'est qu'à ce prix que l'affranchissement du travail pourra être accompli.

Actuellement, par suite de la concentration capitaliste, la lutte économique est devenue presque impossible. L'entente des ventres vides est condamnée de plus en plus à échouer contre l'entente des caisses pleines — pleines des produits de leur travail volés aux travailleurs. Les grèves qui éclatent ne servent le plus souvent qu'aux patrons auxquels elles permettent d'écouler le trop plein de la production et d'attendre ainsi l'ouverture de nouveaux débouchés.

De cette situation, qu'il faut avoir le courage de regarder en face, résulte pour la classe ouvrière la nécessité de s'organiser au plus tôt en parti politique. Sur ce terrain, surtout si les organisations locales sont reliées entre elles par un Conseil central, ou national, non seulement la bataille est possible, mais la victoire est certaine.

Roanne, nous n'en doutons pas, entrera dans cette voie, au bout de laquelle est le salut. Tout le monde fera son devoir; les uns, en acceptant la candidature, si périlleuse qu'elle soit par ce temps de persécutions patronales; les autres, en votant, comme un seul homme, pour les porte-programmes de leur classe.

## AMIENS

Malgré les efforts, on ne peut plus intéressés des politiciens picards l'organisation socialiste prend dans la Somme des proportions gigantesques.

La ville à peine en convalescence de ses maladies honteuses — le boulangisme et l'opportunisme — n'est pas encore bien solide. Cependant les adhésions viennent *crescendo* et cela permet d'espérer pour un avenir prochain, très prochain, la conquête définitive de la classe ouvrière amiénoise à notre chère cause.

Beaucoup plus satisfaisant encore le résultat en campagne. Les communes jadis les plus réfractaires viennent à nous. Des Comités sont en formation qui vont remuer de fond en comble le département et nettoyer la crasse réactionnaire qui salissait les intelligences.

A Saleux, un syndicat s'est formé tout récemment et se développe à merveille. Villers-Bretonneux vient de reconstituer son groupement. Caix a réuni en quelques semaines près de cent bonnetiers en association ouvrière.

Le fait le plus important est l'organisation à St-Ouen d'une chambre syndicale dont la première besogne a été d'adhérer au Congrès de Calais. Les travailleurs de ce pays sont véritablement admirables de dévouement et de confiance. Vomissant du même coup tonkinois et versillais, c'est en masse imposante qu'ils prennent place dans l'armée des laborieux conscients.

La propagande s'étend aux villages trop négligés jusqu'ici. C'est avec enthousiasme que les cultivateurs accueillent les doctrines émancipatrices. Leur attitude inespérée nous permet le plus riant augure.

Quelques efforts encore et la Somme sera digne des départements voisins, complétant le magnifique régime du Nord et l'aidant à balayer tout ce qu'il y a dans la région de choses et de gens malpropres.

Louis BÈSSÉ.

## COMMENTRY

La condamnation de Fréjac à onze mois de prison pour sa participation à la dernière grève des Forges n'a pas suffi à la basse vengeance opportuniste.

Le Conseil municipal ayant voté 400 francs à son ancien secrétaire de la mairie pour ses bons et loyaux services, le Conseil de préfecture, saisi, vient d'annuler ce crédit, comme constituant une offense à la justice.

Il paraît qu'en envoyant Fréjac en centrale pour près d'une année, les tribunaux bourgeois ont entendu condamner à mourir de faim ses cinq enfants et leur mère.

Excellents tribunaux !

Mais comme, malgré jugement et juges, les travailleurs n'ont pas oublié que c'est en prenant leur défense que Fréjac a été frappé, une souscription publique a été immédiatement ouverte pour la famille du détenu.

Il y a là une œuvre de solidarité à laquelle tiendront à s'associer tous les membres du Parti. Les fonds doivent être adressés à l'administrateur du *Réveil social*, le citoyen Dumazet, rue Ste Marie.

## LYON

Le possibilisme se meurt, le possibilisme est mort ! Vive le Parti ouvrier !

Oui, vive le Parti ouvrier ! qui n'a jamais eu rien de commun avec le stupéfiant assemblage qui va célébrer, le mois prochain à Chatellerault, ses propres funérailles.

Vive le Parti ouvrier ! qui, cessant d'être un parti purement de propagande et d'instruction socialiste, va, à Lille, se transformer en parti de combat, décidé et capable, avec l'aide des groupements socialistes, de faire triompher son programme d'expropriation capitaliste.

Vive le Parti ouvrier ! dont l'action politique va compléter et surpasser celle purement économique de la Fédération nationale des Syndicats ouvriers.

Vive le Parti ouvrier de France ! qui est le trait d'union naturel entre notre prolétariat militant et les Partis ouvriers des autres nations.

Vive le Parti ouvrier ! qui, le boulangisme et le possibilisme disparus, va enfin pouvoir créer la force qui opérera la transformation sociale.

Vive le Parti ouvrier ! qui a su faire pénétrer jusqu'aux couches les plus profondes du monde ouvrier, les théories du socialisme scientifique moderne.

Vive le Parti ouvrier ! qui a organisé le dernier Congrès international, qui a fait le 1<sup>er</sup> mai, et qui fera la Révolution.

Octobre 1890, comptera dans les fastes du socialisme.

A Calais, l'on perfectionnera et fortifiera l'organisation déjà si puissante des corporations.

A Lille, on se préparera à déloger la bourgeoisie du pouvoir.

A Chatellerault s'effondrera le parti à jamais néfaste qui, pendant le cours de sa trop longue carrière, n'a eu d'autre rôle que de garantir et de protéger la classe ennemie contre les coups que les socialistes ont cherché à lui porter.

Tous feront des efforts pour se trouver aux rendez-vous assignés.

Les représentants des syndicats iront à Calais, les délégués des groupes socialistes à Lille. Seuls se rendront à Chatellerault les hommes à qui les convenances imposent le devoir d'assister à la cérémonie funèbre que l'on y prépare.

Gabriel FARJAT.

## A L'ÉTRANGER

### ALLEMAGNE

La presse bourgeoise nous présente un spectacle amusant dans son revirement d'opinion au sujet de l'expiration de la loi contre les socialistes. Le *Standard*, par exemple, déclare dogmatiquement que cela prouve une chose : c'est l'inutilité de mesures extraordinaires prises contre les socialistes. Le profond journal tory a mis douze ans à faire cette belle découverte.

Le parti libéral-radical en Allemagne, celui qu'on nomme *freisinnige*, voyant qu'après toute les socialistes n'avaient peut être pas tort de s'adresser aux ouvriers, appelle à lui cette force qu'il avait négligée jusqu'à ce jour. Il veut fonder des « unions ouvrières » ; mais cet essai ne lui a pas réussi la première fois avec Max Hirsch, et il ne lui réussira pas plus cette fois.

Les ouvriers, allemands, même ceux qui ne sont pas socialistes, n'oublieront jamais la courtoisie des libéraux allemands devant Bismarck et ses lois d'exception.

Le Congrès des mineurs de Halle a dû montrer aux libéraux que la masse ouvrière était profondément socialiste, dans ses revendications et dans son programme. Elle s'adresse à ceux qui lui ont parlé de son droit historique et économique à l'existence, et elle réclame la journée de travail de huit heures,

un salaire minimum, interdiction de l'embauchage d'ouvriers étrangers, restriction légale du droit qu'avaient les patrons jusqu'ici de renvoyer leurs ouvriers.

De telles revendications doivent sonner aux oreilles des libéraux et radicaux d'Allemagne, des disciples de Schultze-Delitzsch et de Hirsch comme un glas funèbre; ils n'ont pas plus d'influence sur les ouvriers allemands que l'empereur lui-même; on pourrait même dire : ils en ont encore moins que lui.

Il ne reste plus aux bourgeois de tous les pays et à leur presse qu'à se rabattre sur les prétendues disputes et querelles entre les jeunes et les vieux.

Le correspondant du *Standard* à Berlin prétend que les socialistes sont furieux de la conduite et des dépenses immodérées de leurs chefs; naturellement, on vise ici Bebel et Liebknecht. Ici, la perfidie de l'insinuation n'est égalée que par sa bêtise, et si les journaux bourgeois ne peuvent rien trouver de plus vraisemblable dans le cerveau de leurs rédacteurs, il faut croire qu'il est fatigué et que même la mine de calomnie est épuisée dans la presse bourgeoise.

Le Congrès de Halle montrera une fois de plus l'union du parti allemand et réduira à néant la campagne de calomnie menée par la presse bourgeoise.

## BELGIQUE

Les élections pour les Conseils de l'industrie et du travail, qui viennent d'avoir lieu à Gand, ont été un triomphe complet pour le Parti ouvrier, qui l'a emporté par plus de 3,000 voix. La foule, précédée de drapeaux rouges, s'est transportée au *Vooruit* où toute la nuit a été fêtée cette victoire socialiste.

## DANEMARK

Les élections qui viennent d'avoir lieu pour la Chambre haute ont témoigné des progrès accomplis par l'idée et l'organisation socialistes. Deux des candidats du Parti sont élus à Copenhague. C'est la première fois que le socialisme pénètre dans le Landsting.

## Grève de Calais

La Fédération nationale des syndicats et groupes corporatifs ouvriers de France adresse aux travailleurs l'appel suivant :

Camarades,

Nous venons faire appel à votre solidarité en faveur de nos frères en détresse, les Tullistes de Calais, qui viennent d'être condamnés à la grève, par une coalition de patrons.

Plus de soixante-dix ateliers sont fermés, comprenant plus de quatre mille ouvriers.

Cette grève, qui menace de devenir générale pour toute la région, est d'une importance capitale pour le mouvement syndical et pour les revendications du Prolétariat.

Tous les travailleurs conscients et dévoués, toutes les Chambres syndicales, tous les groupes, tous les amis de l'émancipation ouvrière, en un mot, feront leur devoir en envoyant d'urgence des subsides aux grévistes en lutte contre l'exploitation capitaliste.

Que l'on n'oublie pas qu'il y a, y compris les femmes et les enfants, dix mille personnes environ à secourir.

Adresser les fonds au citoyen Delcluze, 35, rue du Four-à-Chaux, Calais, (Pas-de-Calais) Pour le Conseil national ;

Le Secrétaire Général : Raymond LAVIGNE. Le Conseil national rappelle que le quatrième Congrès national corporatif annuel va se tenir à Calais du 13 au 19 octobre prochain.

Les organisations ouvrières sont invitées à prendre les toutes mesures pour envoyer des délégations à ces grandes assises du travail.

Tous les syndicats et les groupes corporatifs ont le droit absolu de se faire représenter au Congrès sans distinction d'opinion politique ou religieuse et sans autre formalité.

S'adresser au citoyen Delcluze, 35, rue du Four-à-Chaux, à Calais, (Pas-de-Calais).

## HYGIÈNE CAPITALISTE

Le 8 Août dernier, au Congrès de l'Association française pour l'avancement des sciences, tenu à Limoges, le docteur Napias, un de nos meilleurs hygiénistes, abordait une question des plus brûlantes, celle des *revendications ouvrières au point de vue de l'hygiène*. — Cette conférence, outre son intérêt social et socialiste, que nous ne développerons pas aujourd'hui, présente d'autres intérêts, nous montrant d'une part l'hygiène officielle forcée, sous peine de contradictions qu'elle n'oserait affronter, d'emboîter le pas derrière les programmes ouvriers, et d'autre part l'effort désespéré tenté par les hygiénistes pour éviter la solution économique, la seule radicale, la seule imposée aujourd'hui.

M. Napias envisage l'hygiène du travail successivement pour l'enfant, la femme et l'homme adulte.

Pour l'enfant, à quoi bon enregistrer tous les documents qui révèlent la profondeur du

mal dont on se plaint dans tous les pays ? N'est il pas mille fois préférable d'engager tout travailleur, socialiste ou non, à regarder autour de lui, quelle que soit sa profession, pour constater la déformation rapide, progressive de notre race, l'étiollement prématuré de la population qui pousse à nos côtés, l'empoisonnement et la dépravation causés par les milieux industriels malsains à tous égards, et par la discipline des salariés, la plus dure de toutes à subir.

Destruction de l'enfance par l'exploitation industrielle, diminution de la force nationale par l'affaiblissement rapide de la natalité, voilà ce dont on se désole : « ce n'est plus une question de simple humanité; c'est une question de patriotisme. » L'humanité, l'ouvrier socialiste a depuis longtemps perdu l'habitude d'en attendre; quant au patriotisme, il commence à comprendre le sens capitaliste de ce mot, qui devrait encore moins être invoqué quand il s'agit d'hygiène que de tout autre intérêt vital. Les causes de la misère physiologique sont absolument les mêmes que celles de la misère économique, nous les reverrons plus longuement à propos de l'hygiène du travailleur adulte.

Quant à la natalité, à la dépopulation, c'est une autre question. On sait que le salaire est établi, en général, sur la ration d'entretien du travailleur et doit équilibrer (ce qui est rare) la somme suffisante pour lui permettre de reproduire ses forces, et de se reproduire lui-même. Or, il ne suffit ni à l'une, ni à l'autre des reproductions. Les enfants, il est avantageux, dans la vie économique actuelle, de n'en pas avoir; voilà la vraie raison, la seule dont on puisse parler sérieusement, et tout le patriotisme du monde ne prévaudra pas contre elle. Toutes les petites avances ridicules qu'on fait à la classe qui produit la richesse et les enfants, sous forme de rétablissement des tours, d'exemption d'impôts etc, ne serviront à rien. La recherche de la paternité éteindrait du coup la repopulation illégitime, rien de plus. Quand il vient des enfants, par mégarde, il faut de bonne heure qu'ils cherchent à gagner eux-mêmes leur vie misérable. Jusque-là, ils sont à charge à des parents, à une mère seule souvent, qui parviennent à peine à se suffire; désespérés de mettre au jour des malheureux, et de peupler pour le Capital un pays qu'il opprime; il n'est donc pas de l'intérêt immédiat du travailleur d'avoir des enfants; — qui donc aura intérêt à ce qu'il en naisse ?

La loi d'airain deviendra, dans ce cas particulier, d'une application rigoureuse. A qui ça peut-il bien profiter qu'il y ait abondance de force-travail sur le marché, aujourd'hui surtout que grâce à la machine on emploie quelquefois l'enfant de préférence à l'homme ? Qui a intérêt à acheter à bon marché le travail et la vie de l'enfant, au lieu de payer le père, qui coûte plus à nourrir ? Il n'y a plus assez de petits ouvriers ! Si la natalité diminue encore, et que le patriotisme patronal en arrive à ne plus trouver aussi facilement des travailleurs attirés des campagnes et de l'étranger, il se verra forcé d'augmenter les salaires, et c'est ce qu'il ne faut pas ! S'est-on assez plaint, dans la presse bourgeoise, des déclassés que faisaient l'instruction généralisée et l'éducation libérale ! Tous ces gens-là ne nous servent à rien, ce sont des dangereux, de la graine de révolutionnaires, inemployables, inexploitable ! Créons vite des écoles professionnelles, organisons la lutte pour la vie à notre profit dans le prolétariat. Nous recruterons facilement un personnel tout éduqué aux frais de l'Etat, à ses propres frais, et la concurrence entre ouvriers nous les livrera encore à bon marché.

Mais voilà, le nombre diminue sans cesse, l'industrie et la mauvaise hygiène des centres industriels tue beaucoup de monde et il n'est pas de l'intérêt de la classe travailleuse de produire des enfants. Elle donne assez de sa chair tous les jours comme cela, elle s'est usée jusqu'aux germes, qu'y gagne-t-elle ?

En Prusse, on s'est décidé à faire une loi sur le travail des enfants parce que le recrutement ne trouvait plus assez de soldats dans les districts manufacturiers; on demande aujourd'hui d'en faire aussi d'efficaces chez nous, parce qu'on craint que, le nombre des exploités allant diminuant, le travail revienne trop cher au capital,

(A suivre)

Docteur Z.

## Solidarité ouvrière

Après l'échange d'adresses entre les socialistes français et allemands, voici un nouvel exemple de solidarité entre travailleurs de deux pays différents, donné par les tullistes anglais. Les Trade's unions de Nottingham ont en effet voté un envoi de subsides aux tullistes de Calais, forcés de se mettre en grève.

Les journaux féroceement conservateurs

voient dans cet acte matière à répression. C'est, disent-ils, la résurrection de l'Internationale, oubliant sans doute que, dans des cas semblables, ceux qu'ils ont la prétention de défendre, n'hésitent pas à appeler dans leurs usines des ouvriers étrangers, pour y prendre la place de leurs compatriotes.

Mais nous n'avons pas à nous arrêter à ces mesquineries. Outre les subsides de leurs camarades d'Angleterre, les trois mille travailleurs de Calais qui viennent, avec un calme et une résolution au-dessus de tout éloge, de voter la grève, ont reçu le même jour ou à vingt-quatre heures de distance des encouragements et des souscriptions des quatre coins de la France.

Autres exemples, non moins édifiants de solidarité.

Plusieurs Compagnies des mines du bassin de la Loire avaient congédié des mineurs soupçonnés d'avoir dirigé les dernières grèves. Dimanche, les délégués de la Fédération se sont réunis à la Bourse du travail de Saint-Etienne et ont voté d'énergiques résolutions, parmi lesquelles nous relevons celles-ci :

Les directeurs des Compagnies atteintes en juin dernier par le mouvement gréviste, seront mis demain en demeure d'avoir à reprendre les mineurs qu'ils avaient congédiés.

En attendant la réponse des directeurs, les différents syndicats assureront des secours (ce sont les termes de la délibération) à ces victimes des rançunes patronales.

Le 5 octobre, les syndicats se réuniront en assemblée plénière pour prendre une décision définitive, et alors, si les Compagnies n'ont pas obtempéré à l'injonction de la fédération, la grève générale des mineurs de la Loire sera immédiatement déclarée.

Enfin le comité de la fédération a voté le principe de la grève générale dans tout le bassin de la Loire.

Ces faits sont significatifs. Les adversaires acharnés de l'organisation ouvrière devront convenir, bon gré, mal gré, que ces différentes grèves révèlent dans la masse des travailleurs, un sentiment de solidarité très louable, au seul point de vue humain. Il leur faudra bien aussi reconnaître les symptômes qu'elles révèlent : A savoir l'entente qui s'établit de plus en plus entre tous les serfs du travail.

On a dit souvent que si les masses populaires venaient à connaître leurs forces, c'en

serait fait de toutes les tyrannies. Le jour s'approche, où la prophétie se réalisera. Les travailleurs commencent à s'entendre, avant peu ils ne formeront plus qu'une formidable armée, sachant ce qu'elle veut et où elle va.

## Convocations et Réunions

### PARTI OUVRIER

#### Agglomération Parisienne

Réunion plénière, salle Pasquier, 239, rue St-Martin à 8 heures 1/2 du soir, les 2<sup>me</sup> et 4<sup>me</sup> samedi de chaque mois

#### Cercle Collectiviste du XIV<sup>e</sup>

Le premier et troisième lundi de chaque mois, réunion salle Ange, rue Mouton-Duvernay, 1, à huit heures et demie du soir.

#### Cercle socialiste révolutionnaire du IX<sup>e</sup>

Réunion les premier et troisième jeudi du mois, salle Lemaître, 49, rue Pigalle, à 9 heures du soir.

#### Cercle collectiviste des III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup>

Réunion les premier et troisième mardis de chaque mois, salle Préau, rue des Gravilliers, 14, à 9 heures du soir.

#### Cercle d'Études sociales et d'action politique de la Santé

Réunion tous les mercredis à 8 heures 1/2, salle Bernier, rue de la Tombe Issoire, 41.

#### Groupe des Huit heures du XVIII<sup>e</sup>

Tous les samedis réunion salle Petit, 1, rue Ste-Marie, à huit heures et demie du soir.

#### Chambre syndicale des ouvriers tailleurs de la Seine

Réunion du Conseil, tous les lundis, à 9 heures du soir, au siège social, 47, rue de Cléry.

#### La Couture

Groupe corporatif des ouvriers et ouvrières tailleurs

Réunion les premier et troisième mercredis du mois, salle Nicaise, rue des Petits-Carreaux, 1, à 9 heures du soir.

#### Union Socialiste révolutionnaire de Puteaux

Réunion chez Davin, rue de Nanterre, tous les quinze jours, le samedi à huit heures du soir.

## LIBRAIRIE DU PARTI OUVRIER

La Bibliothèque socialiste, qui s'occupe de la réédition des brochures épuisées et qui en éditera de nouvelles avant peu, tient dès aujourd'hui à la disposition des membres du Parti les publications suivantes :

	pxir	port
LE DROIT A LA PARESSE, par Paul Lafargue	0,35	0,05
LA RELIGION DU CAPITAL, par Paul Lafargue	0,25	0,05
LE MATÉRIALISTE ÉCONOMIQUE DE KARL MARX, par Paul Lafargue. Trois brochures : 1 <sup>o</sup> l'idéalisme et le matérialisme dans l'histoire ; 2 <sup>o</sup> le milieu naturel, théorie darwinienne ; 3 <sup>o</sup> le milieu artificiel, théorie de la lutte de classe	0,30	0,05
L'ÉVOLUTION DU CAPITAL, par Gabriel Deville. Cinq brochures : 1 <sup>o</sup> genèse du capital ; 2 <sup>o</sup> formation du prolétariat ; 3 <sup>o</sup> coopération et manufacture ; 4 <sup>o</sup> machinisme et grande industrie ; 5 <sup>o</sup> fin du capital	0,60	0,10
PHILOSOPHIE DU SOCIALISME, par Gabriel Deville	0,25	0,05
L'ANARCHISME, par Gabriel Deville	0,10	0,05
SERVICES PUBLICS ET SOCIALISME, par Jules Guesde	0,30	0,05
LE COLLECTIVISME AU COLLÈGE DE FRANCE (réponse à M. Paul Leroy-Beaulieu), par Jules Guesde	0,75	0,05
<b>SOUS PRESSE</b>		
LE PROGRAMME DU PARTI OUVRIER, (ses considérants, ses articles), par Jules Guesde et Paul Lafargue, nouvelle édition	0,30	0,05
LA LOI DES SALAIRES ET SES CONSÉQUENCES, par Jules Guesde	0,20	0,05
Adresser toutes les demandes, accompagnées d'un mandat poste, à l'administrateur délégué, le citoyen Crépin, 94, rue des Entrepreneurs, Paris.		

### PRIME GRATUITE

#### DU SOCIALISTE

Les abonnés de 6 mois, qui en feront la demande, auront droit à

## LA REVOLUTION

PAR

Alfred Berthezène

un joli volume in-18, de 125 pages, qui leur sera délivré gratuitement dans nos bureaux, 98, rue Montorgueil. Pour le recevoir par la poste, envoyer un timbre de 15 centimes à l'administrateur.

## LA PRESSE DU PARTI

LE CRI DU TRAVAILLEUR, organe du Parti ouvrier de la Région du Nord, 21, rue de Béthune, Lille ;  
LE RÉVEIL SOCIAL, Commeny (Allier) ;  
LE SALARIAT, rue Cauchoise, 74, Rouen ;  
L'ACTION SOCIALE, rue de Marseille, 3, Lyon ;  
LA QUESTION SOCIALE, impasse Guiraud, 4, Bordeaux ;  
LE PEUPLE PICARD, rue de Beauvais, 22, Amiens.

## Histoire du Socialisme

A MARSEILLE  
PAR JEAN COULET

Prix du volume : 1 FRANC (payable d'avance)  
Photographie du Citoyen JULES GUESDE. — Congrès ouvrier de 1879. — Organisation du Congrès. — Organisation de groupes socialistes. — Congrès du Havre. — Manifestation Jessa-Helfmann. — Elections municipales de 1884. — L'agitation socialiste en 1882. — Congrès de St-Etienne. — Elections des citoyens Antide Boyer et Philémon Gras. — Elections législatives de 1885. — Conférence Paule Minck. — Elections municipales de 1886. — Élection du citoyen Philémon Gras. — Constitution du groupe de l'Union socialiste révolutionnaire. — Conférence Basly-Camélinat-Boyer. — Congrès ouvrier de Lyon. — Élection des citoyens Bernard Cadenat, Drouard et Dorion. — Discours du citoyen Bernard Cadenat, Discours du citoyen Philémon Gras. — Élection Félix Pyat. — A la salle du Kiosque. — Élection de 1888. — Le Meeting international du 27 mai. — Élection du citoyen Édouard Vaillant. — Meeting national du 8 juillet. — Meeting de solidarité publique. — Manifestation des 10 et 24 février 1889. — Punch du 18 mars. — Elections départementales du 28 juillet. — Manifestes des citoyens Bernard Cadenat, Guicharnaud et Tressaud. — Opinion du citoyen Félix Piat. — LA CANDIDATURE D'EUGÈNE PROTOT. — La délégation Italienne à Marseille. — La candidature du citoyen Jules GUESDE. — Conférence Duc-Quercy-Guesde-Lafargue. — Lettre du citoyen Jules Guesde. — Protot faisant le jeu de Constans. — Les candidatures Morard, Tressaud et Antide Boyer. — Procès Protot-Jules Guesde. — Manifestation du 1<sup>er</sup> mai.

Le Gérant : DELADERÈRE

Rue de Béthune, 21. LILLE.

## LE SOCIALISTE

Organe Central du Parti Ouvrier

TOUS les DIMANCHES

## LE SOCIALISTE

Organe Central du Parti Ouvrier

1 Fr. 30 par Trimestre

## LE SOCIALISTE

Organe Central du Parti Ouvrier

PRINCIPAUX COLLABORATEURS :  
BERNARD, G. CRÉPIN, FERROUL, FORTIN,  
JULES GUESDE, P. LAFARGUE, D<sup>r</sup> Z., etc.

## LE SOCIALISTE

Organe Central du Parti Ouvrier

CORRESPONDANTS POUR LES DÉPARTEMENTS :

A. DELGLUZE, Calais ; G. DELORY, Lille ; H. CARRETTE, Roubaix ; DESCHILDRE, Armentières ; LANGRAND et RENARD, St-Quentin ; PÉDRON, Troyes ; LECRIQUÉ, Reims ; DUCLOS, Rouen ; J. DORMOY, Montluçon ; G. FARJAT, Lyon ; V. MAZUEL, Commeny ; VALLAT, Cette ; CADENAT, J. COULET, Ph. GRAS, Marseille ; Paule MINCK, Montpellier, etc.

## LE SOCIALISTE

Organe Central du Parti Ouvrier

CORRESPONDANTS POUR L'ÉTRANGER :

LIEBKNECHT, Allemagne ; CUNINGHAM-GRAHAM, Angleterre ; D<sup>r</sup> ADLER, Autriche ; IGLESIAS et M..., Espagne ; ANSELE et Van BEVEREN, Belgique ; PLEKANOFF, Russie ; PETERSEN, Danemarck ; etc.